

La Poste ou Poste-SA



Contre la privatisation, réussir les référendums du 3 octobre

Le gouvernement entend privatiser prochainement La Poste. Encore une proposition qui conforterait les logiques financières. Notre société, les citoyens, ont besoin de La Poste et de grands services publics. C'est efficace pour résister à la crise et répondre aux besoins humains. Avec d'autres, les communistes entendent participer à la défense et à l'amélioration du service public. La Poste et les télécommunications sont notre bien commun. Au peuple, de décider de son avenir. Commençons le samedi 3 octobre, partout en France avec les référendums.

Privatisation de fait

A l'automne, Nicolas Sarkozy a programmé un projet de transformation de l'établissement public de la Poste en société anonyme. Il s'agit en fait de l'ouverture du capital à hauteur de 3 milliards d'euros pour « faire face », dit le pouvoir, à la « concurrence » en Europe à partir de 2011. Le projet remonte à 2008. Mis en difficulté, le gouvernement a dû le repousser à plusieurs reprises face à une vraie résistance de la population, chez des salariés et des élus. Ce projet intervient dans un contexte dégradé pour la Poste: fermeture de bureaux, réduction de l'offre de service public, notamment dans les campagnes et les villes populaires. Depuis 1997, La Poste n'embauche pratiquement plus de personnel à statut mais uniquement des contractuels; 43% du personnel aujourd'hui... En vérité, l'ouverture du capital, c'est la privatisation. En Europe et dans le monde, les privatisations postales n'ont engendré que baisse de la qualité du service, augmentation des tarifs, suppressions d'emplois et précarité accrue. Le service public de la Poste a besoin d'argent, certes – c'est l'argument utilisé par le pouvoir pour son mauvais coup- mais beaucoup d'autres solutions existent. La privatisation est donc un choix idéologique du gouvernement. Il s'inscrit dans le cadre de la réduction des dépenses publiques: moins de moyens pour les services publics, plus de profits pour les marchés et les actionnaires.



Des résistances nombreuses, un référendum le 3 octobre

Face aux mauvais coups contre la Poste, les salariés ont réagi et les citoyens se sont organisés dans de nombreux collectifs de défense de la Poste, un peu partout en France. Ici pour s'opposer à une fermeture de site, ailleurs pour exiger que le bureau réponde aux besoins de la population (horaires, personnel...). Le



communistes, leurs élus ont été de tous ces combats. Un collectif national unitaire de défense de La Poste s'est constitué, rassemblant de nombreuses organisations, l'ensemble des syndicats et des partis de gauche. Ce collectif propose d'organiser un référendum national contre la privatisation le samedi 3 octobre et demande à l'ensemble des mairies de contribuer à cette consultation. Dans toute la France auront lieu des référendums. Dans les villages notamment, de nombreux maires, de tout bord, participeront à cette consultation car la population y est attachée au service public et ces maires tiennent à leur Poste, souvent le dernier service public dans la commune. Là où les autorités refuseraient d'accueillir l'initiative, le référendum se ferait dans la rue, devant les bureaux de poste, dans les quartiers populaires.

Le Comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal, c'est plus de soixante associations, l'ensemble des syndicats et des partis de gauche rassemblés pour défendre la Poste.

Ensemble ils appellent les citoyens à s'exprimer sur le devenir de La Poste en participant à une votation le 3 octobre.

<http://www.appelpourlaposte.fr>

Le Parti communiste, les élus communistes sont engagés pleinement dans le succès de cette action et ont décidé d'amplifier la riposte, d'aller à la rencontre des salariés, des citoyens, devant les bureaux de Poste, aux gares, sur les marchés et dans les entreprises pour contribuer à la mise en échec de cette privatisation.

Les communistes proposent

Le gouvernement a déjà reculé sur ce dossier. Il a une première fois reporté l'examen de son projet. Il a commencé à bouger aussi sur le texte. Il faut développer la pression populaire. Notre pays a besoin de plus de services publics garantissant les droits fondamentaux dont celui de communiquer, d'un grand service public de la télécommunication.

Défendre La poste, c'est nécessaire. Et il faut rompre aussi avec les logiques de rentabilité financière au détriment de l'efficacité sociale, moderniser et démocratiser la poste en étendant les pouvoirs d'intervention et de décision des salariés des usagers et des élus.

Les communistes proposent de donner les moyens nécessaires à La Poste, l'argent existe pour cela; de la développer avec un modèle de gestion moderne autour de trois objectifs : efficacité sociale, coopération, démocratie. Enfin, la Poste doit participer à un pôle public financier mobilisant l'épargne populaire au service de l'emploi, de la formation. Nous faisons le choix d'un service public pour les usagers, les salariés, les élus, contre la concurrence « libre et non faussée » des requins de la finance.

Le Parti communiste au coeur des rassemblements populaires et citoyens

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom :
Téléphone :

Adresse :
Courrier électronique :